

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 4 - JEUDI 26 JUIN 2008

## LE MERLE MOQUEUR

Si nous étions moins connes, nous, les forces de gauche, nous exigerions de ce pas un référendum sur la nouvelle constitution française. Au vu des dissensions de fond - et ce qui est tout aussi important, de forme - qui se font jour à la fois au Parlement et au Sénat sur le texte qui va désormais l'engager, le peuple français est en droit de réclamer un vote, un débat citoyen, un débat national, et même, si on le veut vraiment, des débats régionaux. Car à quoi serviraient tous ces débats sur le rôle de la Nation, si on ne leur opposait pas, un jour, quelque débat sur le rôle de la Région ?

## À LIRE SUR [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

- [Vent mauvais pour la mixité](#)
- [Une nécessaire «transformation-métamorphose»](#)
- [Aborder la question du Travail dans une perspective émancipatrice](#)
- [Autour de la division du travail](#)
- [Travail contraint - Travail choisi](#)

## Barouf au PCF

À la veille du Conseil national du PCF, la situation semblait absolument bouclée. Une seule option à l'ordre du jour du congrès : la continuation, avec simple ravalement. Quant à la méthode du congrès «extraordinaire», elle était... désespérément ordinaire : une seule cohérence présentée avec, au mieux, quelques «fenêtres» alternatives.

Lors du CN des 25 et 26 juin, cette fois beaucoup ont dit que la résolution n'était pas acceptable. In extremis et en toute hâte, la résolution initiale a été remplacée par un texte sensiblement modifié. L'énoncé de l'ordre du jour est plus ouvert et la méthode insiste, plus fortement qu'auparavant, sur l'impératif de transparence du débat et sur l'importance de la circulation des idées et des options en présence. Ce qui s'annonçait hier strictement verrouillé l'est moins aujourd'hui.

Les avancées ont toutefois des limites. La finalité du congrès «extraordinaire» reste incertaine : s'agit-il de trancher définitivement entre des «options» possibles ou d'ouvrir un processus de rupture, ce qui suppose que tout n'est pas tranché à l'issue du congrès ? Quant aux «options», s'il est dit formellement qu'elles seront toutes transmises, il a été refusé qu'elles le soient «à égalité de traitement».

Au final, le Conseil national n'aura pas retenu la clarification qui, à mes yeux, est la seule capable de conjurer la marginalité du communisme politique. Décider définitivement de l'avenir du parti communiste en décembre, sur la base de la continuation, comme le souhaitent Marie-George Buffet et Nicolas Marchand, n'est pas raisonnable, en l'absence d'un débat loyal jusqu'alors récusé, au nom du refus des «tendances». Quel est la voie raisonnable ? Donner pour mandat, au Congrès de décembre, de faire un premier choix entre deux options possibles : continuer le PCF, au prix éventuel d'une rénovation plus ou moins affirmée ; engager une transformation radicale, ce qui implique une rupture avec l'existant. Si ce second choix était retenu, s'ouvrirait un processus où il pourrait être alors temps d'envisager les implications possibles de ce choix de rupture. Ce peut être par exemple un nouveau parti communiste, poursuivant sur d'autres bases le tête à tête du socialisme et du communisme ; ce peut-être une confédération à gauche, disputant au PS l'hégémonie et associant des partis séparés, dont un communiste ; ce peut être une nouvelle force politique, à la «Die Linke», incluant en son sein une composante communiste.

Alors, il sera temps de débattre en termes d'options précises. Mais au préalable, il faut faire un premier grand choix : continuer ou rompre. Tel devrait être la seule finalité du congrès du PCF en décembre.

La rencontre nationale des comités du NPA aura lieu les 28 et 29 juin prochains. L'initiative de la LCR fait ainsi débat à gauche. Elle dérange, intéresse, séduit, inquiète... Relooking, ravalement de façade, LCR bis ou bien déclenchement d'un processus innovant à la *gauche de gauche*? Le dossier de la semaine invite les militants de plusieurs sensibilités à livrer leurs sentiments sur le NPA, le Nouveau Parti Anticapitaliste.

## ZOOM SUR...

La revue *Mouvements* a consacré son dernier numéro au phénomène «NPA». La classe politique -de Cambadélis en passant par Sabado, Dartigolles et Mamère- est invitée à livrer son opinion. Clémentine Autain signe une nouvelle tribune dans laquelle elle s'interroge : finalement, «*un autre parti est-il possible*»? titre-t-elle. Jugeant positive l'initiative de *Politis* elle entend aussi attirer l'attention sur la «*seule proposition neuve dans l'espace de la gauche d'alternative*», à savoir le NPA. La contribution de Denis Sieffert, directeur de la rédaction de *Politis* est moins enthousiaste et voit l'appel initié par «son» journal comme «*une autre -pour ne pas dire La- vision de l'alternative au PS*». A voir... Noël Mamère, lui, pose la question de l'utilité du NPA. Reconnaisant qu'il ne s'agit pas «*d'une simple opération de ravalement de la LCR mais bien d'un vrai projet politique dont la gauche toute entière doit examiner les fondements*» il renvoie la gauche de gouvernement à son incapacité actuelle à se renouveler.

«*Une autre gauche est-elle possible? L'espace électoral du NPA*». Dossier à retrouver sur [www.mouvements.info](http://www.mouvements.info).

## NPA, INGRÉDIENTS ET MODE D'EMPLOI

**Le NPA, on l'aime ou on ne l'aime pas. Question culturelle pour certains, politique pour d'autres. Fort de sa popularité, Olivier Besancenot - 3<sup>e</sup> personnalité politique préférée des français, engrange sur son seul nom. Si du côté de Lutte Ouvrière on exclut toute participation au processus du NPA, le nouveau parti a vocation à s'étendre à toute la gauche radicale.**

### Anticapitaliste le nouveau parti?

«Anti», avez-vous dit? «*Ça c'est pour poser une base politique. C'est le préalable. Ensuite viendra le nom du futur parti*», rétorque une militante de la LCR, investie dans le processus de

construction du NPA. N'empêche qu'on n'en fini plus d'être anti : antilibéral, anti-OGM, anticapitaliste, anti-4X4... anti-tout en sommes. Même les dernières batailles -menées à succès- étaient anti : anti-TCE, anti-CPE etc. Pareil

positionnement lasse et questionne : finalement, quel est le projet? Bientôt les «anti» seront (re)connus pour avoir inventé le mot le plus long : record détenu par le «vilain» anticonstitutionnellement! Trêve de plaisanteries, le NPA est une affaire sérieuse. Seule, la LCR -en sa qualité de parti politique- tente d'imposer dans l'espace politique de la *gauche de gauche* une nouvelle force, qui ne soit pas cantonnée -et c'est là la surprise- aux seules logiques contesta-

taires, la lutte pour la lutte, faut-il comprendre. La LCR semble même faire preuve d'assez bonne volonté. On est tenté d'y croire. Reste à observer la forme et le contenu. Pour la forme, partout en France des comités se réunissent. Près de 350. Leur composition serait très hétérogène : des militant-es de la LCR, nombreux certes, mais aussi des militant-es d'horizons très divers. Ainsi la Ligue aurait déjà doublé ses effectifs dans la toute récente période et devrait approcher -selon ses estimations- les 10000 militants à l'occasion de la création du NPA en janvier prochain. Le NPA va connaître un véritable «bouleversement de l'identité du collectif», analyse la sociologue Florence Johsua (1). Le profil de ces entrants apparaît

beaucoup plus jeune, plus féminin et davantage issu des catégories sociales populaires que n'en comptait la LCR. Le capital politique et syndical de ces militants serait relativement faible, voire quasi nul. Il s'agit pour beaucoup

### Cette nouvelle génération de militants s'engage

### dans le NPA sur une ligne

«*d'ouverture*», «*approuvant les démarches unitaires et pour un rassemblement le plus large possible*».

d'entre eux d'un premier engagement. Aussi, cette nouvelle génération de militants «post 2002» s'engage dans le NPA sur une ligne «*d'ouverture*», «*approuvant les démarches unitaires et pour un rassemblement le plus large possible*». Ils entendent ainsi incarner et/ou imposer à travers le processus du NPA la création d'un grand parti, «*avec de nombreux adhérents et différents courants*», continue la sociologue. Les comités du NPA doivent

se réunir les 28 et 29 juin à St-Denis, alors même que les communistes seront réunis pour leur réunion nationale à St-Ouen, afin de désigner un bureau politique provisoire, sorte de comité de pilotage chargé de préparer le lancement du nouveau parti. D'ores et déjà, c'est près de 50 % du bureau qui sera constitué d'anciens de la LCR, le reste des sièges étant destiné aux nouveaux venus. Et « *c'est là un tout premier gage d'ouverture* », se défend l'actuelle direction de la LCR, soupçonnée de verrouillage par le haut. Quant au contenu, anticapitaliste, il est en débat dans les comités. Très éloignés des seules questions identitaires et partisans (faut-il être trotskiste, adhésion ou non à la IV<sup>ème</sup> Internationale etc.) les nouveaux militants déplacent ainsi le

curseur sur des sujets éminemment politiques et sociétaux. Ils sont « anticapitaliste » certes, pour une « alternative à l'économie de marché » évidemment, mais souhaitent avant tout appartenir à un parti -dont les pratiques militantes traditionnelles seraient à réinventer- qui apporte une traduction politique au malaise social. Bref, un « vrai » projet politique de gauche. Pour une gauche qui transforme radicalement la société et en ce sens le NPA représente à leurs yeux un formidable espoir.

(1) Cf. Voir Délicieux. Florence Johsua, « La LCR et le nouveau parti », Pour une gauche de gauche, Editions du Croquant.

● **Pierre Jacquemain**

## REPÈRES

- À ce jour la LCR compte environ **3000** militants.
- Selon les prévisions, le NPA devrait compter près de **10000** adhérents d'ici à janvier 2009.
- Le NPA est composé de plus de **350** comités à travers la France
- 28 et 29 juin 2008 : réunion nationale des comités du NPA à St-Denis. Objectif : création d'un bureau national provisoire composé à **50%** de membres de la LCR.
- 22 au 27 août 2008 : universités d'été de la LCR.
- Janvier 2009 : congrès de dissolution de la LCR et création du NPA.
- Voir l'article de Rémi Douat « LCR: du passé faire table rase ? » sur [www.regards.fr](http://www.regards.fr)

## LE NPA VU PAR TROIS MILITANTS DE LA GAUCHE DE GAUCHE...

### Danièle Obono, étudiante, militante de la LCR.

**P.J.** Membre active de la LCR, tu participes du processus de construction du NPA. Le NPA souhaite-t-il s'adresser aux forces déjà existantes de la *gauche de gauche* et quel est le message à adresser d'après toi ?

**D.O.** Bien sûr que le NPA doit s'adresser aux forces, individuelles et collectives, existantes ! Sinon, comment créer une organisation qui s'inspire vraiment « du meilleur des traditions du mouvement ouvrier » ? C'est un pari sacrément ambitieux, pour sûr. Et la LCR n'a pas la prétention de pouvoir reconstruire à elle toute seule une gauche de résistance et de transformation sociale. Par contre, nous pensons qu'il est nécessaire, possible et urgent de prendre une initiative forte qui aille dans ce sens. Et pour moi, c'est ce que représente le NPA. Un outil pour aider à organiser la riposte aux mauvais coups de Sarkozy et de son gouvernement de « chacals ». Un premier pas qui travaille à renouer, dans la clarté, les fils de l'unité de cette gauche qui, elle, n'a pas renoncé à changer le monde. A tou-te-s, nous nous adressons et leur disons : « il est temps de prendre parti ! ». Pour, ensemble, offrir un soutien et une perspective politique aux luttes, qui les aident à vaincre. Et surtout, pour refonder un projet d'alternatives radicales à la société actuelle. Ce sera long, pas toujours très simple ni facile, mais, bon sang, 40 piges après 68, il est plus que temps de finir ce qui n'avait pas si mal commencé, non ?!

### Alexandre Bergh, jeune élu PCF.

**P.J.** Quelle doit être -selon toi- l'attitude du PCF vis-à-vis de l'initiative du NPA ?

**A.B.** Malgré les apparences d'« ouverture » que le Nouveau parti anticapitaliste veut donner, il me semble qu'il sera tout simplement une LCR transformée – en bien – en vue de mieux dominer l'espace à gauche du PS. Ce parti plus en phase avec son temps attirera quelques militants supplémentaires. Mais dans le fond, il ne changera pas la composition de l'espace à gauche du PS car les autres courants et leurs électeurs

continueront d'exister en dehors du parti. Le PCF devra travailler avec le NPA, en vue de favoriser la recomposition de la Gauche : il est nécessaire que tous ceux qui se réclament de l'« anticapitalisme » s'unissent dans une action coordonnée avec les autres courants de la gauche de transformation sociale pour créer une formation unitaire de gauche, dans laquelle le PCF (ou un « collectif communiste ») serait présent. Le PCF doit considérer le positif et le négatif dans les innovations du NPA. Les modes d'organisation « par en bas » proposés peuvent avoir du bon, mais la logique d'appareil de la LCR pour dominer l'espace à gauche sans coopération à égalité avec les autres est négative. Elle doit nous servir de contre-exemple : la transformation du PCF et son « ouverture » ne devront pas se faire de façon politicienne dans la croyance illusoire d'une intégration des autres courants en son sein.

### Audrey Galland, militante PRS.

**P.J.** Le NPA peut-il être utile à la gauche socialiste ?

**A.G.** PRS n'est pas un courant du PS. Les militants socialistes de PRS animent au sein du PS la sensibilité « Trait d'Union ». Pour nous ce qui est vraiment utile à la gauche socialiste est ce qui est utile à l'ensemble de la gauche : la réinvention d'une gauche majoritaire. C'est le pari que Die Linke remporte en Allemagne en répondant à trois exigences. Premièrement, une forme de rassemblement, respectueuse de l'identité de chacune de ses composantes, qui s'adresse à la majorité du peuple de gauche. Deuxièmement, un programme de rupture qui offre un débouché politique aux luttes et aspirations populaires. Troisièmement, en proposant au SPD des alliances qui font porter au SPD seul la responsabilité de la division de la gauche allemande. Le peuple allemand ne s'y trompe pas. Au contraire, le NPA, refuse de travailler à la réinvention d'une telle gauche. Ce faisant, le NPA joue le jeu de la direction du PS favorable à une « répartition des rôles » : d'un côté une gauche de gouvernement, sur une ligne démocrate à la Veltroni, de l'autre une gauche protestataire.

● **Pierre Jacquemain**



## NPA : TRIBUNE DE ROGER MARTELLI\*

**Je ne participe pas au processus de construction du NPA ; je ne me désintéresse pas pour autant des débats qui l'accompagnent. Tout simplement, je ne vois pas, dans la création d'un nouveau «parti anticapitaliste», une réponse à la hauteur des enjeux politiques de la période actuelle.**

Nous vivons une immense contradiction.... D'un côté, la forme capital s'universalise, dans le contexte d'un ultralibéralisme agressif. D'un autre côté, les résistances se multiplient, portées un peu partout par les régressions que le capitalisme a générées. En France, elles entremêlent depuis 15 ans les héritiers du vieux « mouvement ouvrier » et les pousses plus récentes, déployées dès les années 1960-1970, de l'écologie politique, du féminisme, de l'anticonsumérisme, etc. Cette contradiction planétaire entre forces du système et forces critiques se déplace au fil du temps. Le «néolibéralisme» arrogant des années 1980 doit désormais compter avec ses échecs et les colères qu'il a lui-même nourries. L'ultralibéralisme actuel combine volontiers (Berlusconi, Sarkozy) l'apologie du marché et le volontarisme d'un État garant de l'ordre social. Des synthèses nouvelles se cherchent, la plupart du temps des versions encore plus affadies de la social-démocratie, cherchant à concilier, comme Tony Blair, l'adaptation libérale sur le fond, la régulation sociale à la marge et la valorisation d'un certain ordre social et moral («l'ordre juste» de Ségolène Royal).

L'évolution du champ économique-social se double de celle du champ politique. Le bipartisme à l'anglo-saxonne s'est accentué, dans un système d'alternance. Les alternatives risquent ainsi d'être réduites à une fonction subalterne, soit de supplétives du parti dominant, soit d'exutoires radicalisés, contenant dans le jeu politique les couches les plus déstabilisées. Dans les deux cas, l'hégémonie des deux partis centraux resterait l'axe d'organisation générale de la vie politique. Je considère qu'il n'y a rien de plus stratégique politiquement que de contrer ce mécanisme, meurtrier pour la mise en perspective des luttes.

Or, le modèle bipartisan est contraire à une longue tradition française. En France, la modernité du capital est née d'une combinaison de révolution bourgeoise et de mouvement plébéien. Il en est resté une gauche pluraliste et polarisée, dans laquelle le pôle de la rupture/dépassement n'a jamais été minoré par celui de l'adaptation. Pendant longtemps, le vote le plus nombreux à gauche a été celui du PCF. Au plus fort de la vague néolibérale, le total des suffrages obtenus par l'extrême gauche, le PCF et les Verts s'est toujours trouvé dans une fourchette allant de 15 à plus de 20%. Avec l'élection présidentielle de 2007, deux ans à peine après le Non au TCE, la fourchette est hélas descendue à 10%.

La question politique est donc simple dans son énoncé : la lutte contre les projets patronaux et les politiques de la droite va-t-elle se mener dans le cadre du bipartisme et d'un déséquilibre aggravé des rapports des forces à gauche ? Je considère pour ma part qu'il est possible d'enrayer la machine infernale. La logique d'adaptation sociale-libérale est contra-

dictoire avec des valeurs de gauche qui, historiquement, sont fondées sur la recherche permanente de l'égalité des conditions, sur la supériorité de la norme publique par rapport à l'appropriation privée, ainsi que sur la conviction qu'il n'est pas possible de laisser la « main obscure du marché » réguler l'ensemble de la vie sociale.

Ainsi, l'objectif stratégique doit être de rassembler, sur une ligne de rupture avec l'option libérale «pure» et avec les choix «sociaux-libéraux», une majorité de la gauche française. Ne pas semer d'illusion suppose de souligner que les choix faits par la direction actuelle du PS tourment le dos à cette ligne de rupture et que cela rend impossible des accords politiques nationaux portant sur la globalité des politiques qu'il conviendrait de suivre. Mais, sans laisser prise à une telle illusion, il faut affirmer que l'on ne tient pas pour fatale la situation actuelle à l'intérieur de la gauche.

Il existe dans l'espace sociopolitique des forces individuelles et collectives que l'on peut mobiliser dans la perspective d'une redistribution des forces à gauche. Elles émergent de l'expérience sociale,

celle des luttes salariales comme celle des critiques « anti-système ». Il y en a dans l'espace politique, avec les segments de l'extrême gauche et du PCF. Il s'en trouve à l'intérieur d'une écologie politique qui, sur le fond, ne devrait pas séparer critique du capital et critique du productivisme. On les repère à l'intérieur d'une social-démocratie dont tous les membres ne sont pas prêts à accepter la dérive du blairisme et du recentrage. Or ces forces restent sans emprise politique globale si elles restent dispersées ; il faut chercher à les unir pour que, ensemble, elles acquièrent force politique et contestent dès maintenant le magistère de la social-démocratie sur la gauche française.

Faut-il chercher à donner force politique aux seuls anticapitalistes ? Non. Il est des forces qui souhaitent davantage d'encadrement du marché, davantage de services public et moins de dérégulation, sans pour autant récuser la concurrence et la logique du profit. Il y a donc des « anti-néolibéraux » (pardonnez-moi ce mot barbare...) qui ne sont pas des anticapitalistes. Si nous disons, à tous ceux-là, que nous ne pouvons pas partager durablement avec eux les combats et les responsabilités politiques, si nous leur disons que nous ne pouvons pas constituer avec eux une force politique, nous laissons la main au bipartisme. Nous les laissons, pour l'essentiel, sous la coupe de la social-démocratie.

Faut-il chercher à donner force politique aux seuls anticapitalistes ? Non. Il est des forces qui souhaitent davantage d'encadrement du marché, davantage de services public et moins de dérégulation, sans pour autant récuser la concurrence et la logique du profit. Il y a donc des « anti-néolibéraux » (pardonnez-moi ce mot barbare...) qui ne sont pas des anticapitalistes. Si nous disons, à tous ceux-là, que nous ne pouvons pas partager durablement avec eux les combats et les responsabilités politiques, si nous leur disons que nous ne pouvons pas constituer avec eux une force politique, nous laissons la main au bipartisme. Nous les laissons, pour l'essentiel, sous la coupe de la social-démocratie.

Cela ne signifie pas que je néglige le devenir particulier de ceux qui poussent leur critique jusqu'à une remise en cause radicale des logiques d'exploitation et de domination. Je pense tout au contraire que, dans une dynamique rassemblant toute la gauche de transformation sociale, les « communistes » doivent se constituer en collectif assumé. Je ne dis pas les « anticapitalistes » et je mets « communistes » entre guillemets. L'anticapitalisme est nécessaire (comment ne pas critiquer le capitalisme comme système et ne pas vouloir son dépassement/abolition ?), mais la référence a le défaut de fonder l'agrégation politique sur une auto-définition négative. Si l'on combat le capital, c'est pour les ravages qu'il cause ; c'est sur-

**Il existe dans l'espace sociopolitique des forces individuelles et collectives que l'on peut mobiliser dans la perspective d'une redistribution des forces à gauche.**

tout au nom de la conviction qu'il est possible et nécessaire de fonder la société sur d'autres normes que celles de l'exploitation et de l'aliénation. On combat d'autant mieux le capitalisme, que l'on peut s'appuyer sur une vision alternative de la société et de ses dynamiques fondamentales.

Pour disputer l'hégémonie au capital, il ne suffit pas d'être «anti» ; il faut être capable de rassembler sur un projet de «post-capitalisme» ou de «non-capitalisme». Il faudra bien, un jour ou l'autre, se mettre d'accord sur les mots pour désigner ce que l'on veut. Pour ce qui me concerne, je préfère conserver le mot disant de la façon la plus ramassée l'exigence de mise en commun et de biens publics partagés. Je me définis donc toujours comme communiste et révolutionnaire. Mais je ne fais pas de cette question un préalable.

Je conclus donc sur le fond. Ma réserve à l'égard du processus du «NPA» tient avant tout à ce qu'elle confond deux objectifs : celui d'un rassemblement de toutes les forces n'acceptant pas l'alternance et l'hégémonie sociale-libérale ; celui d'une mise en commun des forces voulant d'une société bâtie sur d'autres visées, d'autres normes, d'autres règles que celle du capital.

Sur le fond, il y a deux grandes voies possibles, en dehors de l'alignement sur le social-libéralisme : rassembler dès aujourd'hui la gauche de transformation ; rassembler au préalable les anticapitalistes. Pour ma part, je plaide pour que l'essentiel porte sur le premier terme ; dans ce cadre, je suis attaché à l'existence d'un pôle critique, de souche «communiste».

Le plus stratégique pour rompre le bipartisme et l'alternance est de faire en sorte que se rassemblent durablement celles et ceux qui considèrent encore que la gauche est incompatible avec l'adaptation pure et simple à l'ordre social dominant. Ils doivent dès maintenant faire force politique et contester l'hégémonie socialiste, comme le fait par exemple Die Linke en Allemagne. Aucun préalable ne doit être énoncé, pour qu'ils engagent sans tarder un processus de rapprochement et de travail commun sur le projet fondamental, les objectifs à court et à moyen terme et sur les formes permanentes de leur convergence.

En même temps, celle et ceux qui, d'une façon ou d'une autre, s'inscrivent dans la grande lignée critique ouverte au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, peuvent réfléchir ensemble à la manière de faire vivre de façon moderne la tradition du «marxisme constituant» et du communisme fondateur. Mais il serait néfaste que cela se fasse de façon séparée, en dehors de l'objectif d'une gauche digne de ce nom. Les anticapitalistes résolus, les «communistes» (qu'ils se revendiquent ou non de ce terme au final : pour ma part, j'y suis favorable) sont une composante d'un mouvement authentiquement transformateur qui les déborde. Il serait toutefois malvenu qu'ils fassent passer leur propre délimitation avant l'impératif d'une force formatrice (et donc hors de toute option sociale-libérale) et majoritaire (et donc ouverte bien au-delà des seules forces «anti-système»).

En tout état de cause, les deux processus entremêlés ne peuvent se penser à partir d'une seule composante du mouvement, quels que soient son nombre, son impact électoral et sa dynamique militante. Ou bien il y a partage, sans hégémonie ; ou bien c'est l'échec. Nous n'avons plus droit à l'échec.

● R.M.

\* Cet article paraîtra dans le prochain numéro de *Critique communiste*, revue théorique de la LCR.

## DÉLICIEUX !

### Les sciences sociales à la rescousse de la gauche de gauche.

Ca se passe quelques mois après l'élection du Président Sarkozy. L'échec de la gauche est en débat. C'est l'histoire d'une gauche désorientée, dispersée, en mal de repères. Plus de 10 ans après le «décembre des intellectuels français» (1), les bourdieusiens «réinvestissent» le champ politique et organisent un colloque. C'était en décembre 2007 : deux journées de réflexion et d'analyses. La gauche y est décortiquée, observée dans les moindres détails. «*Du mouvement social à la constitution d'un espace à la gauche de gauche*» en passant par les «*nouvelles règles du champ politique*» et «*des traditions politiques en mal de redéfinition*» cet ouvrage coordonné par Bertrand Geay et Laurent Willemez se présente comme une contribution -ou boîte à outil- en faveur d'une gauche de gauche. Au-delà du caractère «militant» que peut revêtir cette initiative collective et intellectuelle, il s'agit avant tout d'un véritable travail à caractère scientifique agrémenté d'analyses sociologique, historique et politique particulièrement riches et intéressantes. Ainsi cet ouvrage n'avait-il pas vocation à produire le contenu d'un projet politique mais à dresser un état des lieux précis d'une gauche de gauche décidément bien en panne. P.J.

(1) Cf. J. Duval, C. Gaubert, F. Lebaron, D. Marchetti, F. Pavis, Le Décembre des intellectuels français, Liber/Raisons d'Agir, 124 pages, 1998.

Bertrand Geay et Laurent Willemez (Coordonné par), *Pour une gauche de gauche*, Editions du Croquant, 295 pages, 2008. 20 euros.

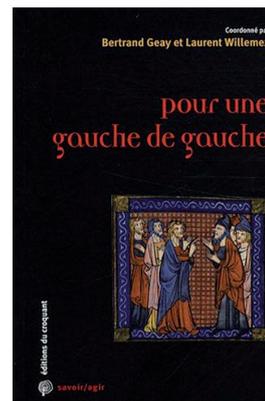


ILLUSTRATION FRED SOCHARD

## AGENDA

### POLITIS

## «L'ALTERNATIVE À GAUCHE, ORGANISONS-LA!»

- **Bordeaux** (Gironde), le 26 juin à 20h30, à l'Athénée, place Pey-Berland. 06 13 23 24 85, [martine.alcorta@wanadoo.fr](mailto:martine.alcorta@wanadoo.fr).
- **Clermont-Ferrand** (Puy-de-Dôme), le 26 juin à 20h, salle Bien Assis, avec Martine Billard, Marc Dolez et Christian Picquet.
- **Le Mans** (Sarthe), 26 juin à 18h30, salle n°1 de la maison des associations. [alternative-a-gauche72@orange.fr](mailto:alternative-a-gauche72@orange.fr)
- **Tours** (Indre), 27 juin à 19h, Centre des Halles de Tours, salle 120, place Gaston Pailhou. Réunion à l'initiative des amis et lecteurs de Politis.
- **Nevers** (Nièvre), le 27 juin à partir de 18h, à la Maison des Montôts. 06 17 29 05 98. [jean-paul.negre@laposte.net](mailto:jean-paul.negre@laposte.net).
- **Marseille** (Bouches-du-Rhône), le 28 juin de 14h à 19h à la fac Saint-Charles (amphi Chimie), rencontre départementale avec Denis Sieffert sur les thèmes Quel projet de société voulons-nous construire ?, Quels débouchés politiques pour le mouvement social ?... [sursaut-unitaire@orange.fr](mailto:sursaut-unitaire@orange.fr)
- **Lyon 5<sup>e</sup>** (Rhône), le 30 juin à 19h00, à la maison des passages, 44 rue Saint-Georges (M<sup>e</sup> ligne D, station Vieux-Lyon), première réunion départementale des signataires de l'appel.
- **Vannesv** (Morbihan), 1<sup>er</sup> juillet à 20h30, au Palais des Arts et des Congrès. En présence de Jean-Jacques Boislaroussie, porte-parole des Alternatifs. Jean-Marie Robert, [bleiz56@no-log.org](mailto:bleiz56@no-log.org)
- **Montreuil** (Seine-Saint-Denis), 2 juillet à 19h30, salle Franklin, 60 rue Franklin, réflexion sur les groupes de travail dont le principe a été proposé lors d'une première réunion le 11 juin. [appelagauche-montreuil@laposte.net](mailto:appelagauche-montreuil@laposte.net)
- **Saint-Dizier** (Haute-Marne), le 2 juillet à 19h30, ancienne Bourse du travail (cité administrative), réunion des signataires du département à l'appel du groupe local d'initiative. 06 78 34 33 75, [monnier.daniel@club-internet.fr](mailto:monnier.daniel@club-internet.fr)
- **La Calmette** (Gard), le 3 juillet à 19h, au foyer municipal, rencontre des signataires du département pour décider ensemble des perspectives locales à donner à cette démarche.

## COCKTAIL

### Traîne-savattes...

Sur Canal plus, Olivier Besancenot a cru bon de parler d'une «manifestation de traîne-savattes», s'agissant des 500 000 personnes qui ont défilé la semaine passée contre la politique économique du gouvernement, avant de proposer à la rentrée de développer le «rapport de forces» et des luttes qui «bloquent». Olivier Dartigolles puis Marie-Georges Buffet, eux, ont cru bon de monter au créneau face au «mépris» exprimé par le porte-parole de la LCR. Ainsi va (mal) la gauche de gauche : la politique, c'est la guerre !

### Qui a écrit...

«L'actualité politique européenne apporte quelques bonnes nouvelles : la ratification du Traité de Lisbonne est bien engagée et le principe de l'Union pour la Méditerranée approuvé» ? C'est Philippe Herzog, autrefois député communiste européen et désormais président de Confrontations Europe. Face à sa proposition de travailler à l'élaboration d'un Nouvel Acte Unique européen - dont Nicolas Sarkozy devrait sans doute se faire le porte drapeau durant sa présidence de l'Union ! -, Pierre Jonckheer, député Verts au Parlement européen estime que «Si le plan d'action ne propose pas un changement fondamental de la politique salariale et des revenus pour les travailleurs européens, il n'y aura aucun soutien populaire à quel que projet européen que ce soit».

### Toulouse...

Les réunions autour de l'appel de Politis se succèdent. A Toulouse, le débat a été centré sur les conditions de création d'un cadre permanent d'action et de réflexion destiné à réunir tous ceux qui se situent à la gauche du PS recentré. Denis Sieffert, directeur de la revue, a plaidé en ce sens, insistant sur l'engagement nécessaire des participants à un travail dans la durée. Lire le compte rendu de cette réunion, par Veronika Daae, sur le site [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net)

### PRS pour un cadre politique commun.

Lors d'un débat organisé à Aubagne, René Révol, responsable de Pour une république sociale (PRS), a estimé que «la base sociale existe» pour une alternative à gauche et appelle à développer un cadre commun des forces antilibérales lors des élections européennes.

### L'emploi «raisonnable»...

Un appel pour le retrait du projet de loi sur l' «offre raisonnable d'emploi» vient d'être lancé par plusieurs associations et de nombreux militants. Ils soulignent que les mesures envisagées par le gouvernement - l'obligation pour un chômeur d'accepter des offres d'emploi avec un salaire inférieur à son salaire précédent, sous peine de perdre leur allocation - aboutiraient à une pression à la baisse sur tous les salariés. Ils revendiquent que les chômeurs comme les salariés aient une garantie de revenu décent et de continuité des droits sociaux». Pour signer : [www.pourdesdroitsnouveaux.org](http://www.pourdesdroitsnouveaux.org)

### → Faîtes passer les Cerises

Les numéros de Cerises sont envoyés à des milliers de personnes.

Adressez-nous les e-mails de tous ceux que notre publication pourrait intéresser : nous les ajouterons à notre liste.

[contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)

Cerises est édité par les Communistes unitaires [contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)  
Noyau : Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain  
Queues de Cerises : Michèle Kiintz, Philippe Stierlin, Roger Martelli, Catherine Tricot, Arnaud Viviant